

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi, le 8 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 juin 2022

Contexte et constats

Publié sur



SNAM

Avenue Jean Jaurès
BP 4
12110 VIVIEZ

Références: 12-CRARC-2022-49

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 juin 2022 dans l'établissement SNAM (Société Nouvelle d'Affinage des Métaux) implanté avenue Jean Jaurès sur le territoire de la commune de Viviez (12110). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plusieurs faits non-conformes ont été relevés lors de la précédente inspection réalisée le 14 octobre 2021 notamment au regard :

- de la présence de nombreux récipients mobiles contenant des produits classés dangereux pour l'environnement stockés sur l'aire de dépotage/empotage de l'unité d'hydrométallurgie ;
- du non-respect des quantités maximales autorisées au titre de la rubrique n° 4510.

Suite à cette inspection, l'exploitant a été mise en demeure par arrêté préfectoral en date du 9 novembre 2021 de se mettre en conformité dans un délai d'un mois.

L'inspection a été réalisée afin de vérifier le respect de l'arrêté de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNAM
- Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 VIVIEZ
- Code AIOT dans GUN : 0006802477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

La SNAM exerce actuellement une activité de traitement de déchets industriels et de fonderie de 2ème fusion, soumise à autorisation. L'origine de son activité est liée au traitement des accumulateurs usagés de technologie NiCd (Nickel-Cadmium) en vue de l'extraction du cadmium. Le site a été autorisé à exploiter sous le nom de la SAVAM en juillet 1988. En 1992, la SAVAM devient Société Nouvelle d'Affinage des Métaux (SNAM).

La société développe ses activités et plusieurs actes administratifs sont pris pour encadrer ses activités : 24 juillet 1997, 25 juillet 2000, 1er août 2005, 17 juin 2013 et 4 février 2014.

Suite au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation en novembre 2012, la société est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 28 mai 2015 des installations de production de cadmium-nickel à partir de déchets intégrant :

- la thermolyse des accumulateurs dans des fours chauffés à 500°C ;
- la distillation et le raffinage du cadmium permettant l'obtention de lingots de cadmium métal de pureté 99,99 %;
- la fusion par induction à 1500 °C des résidus de la distillation composés d'alliages nickel-fer pour obtenir des lingots de nickel-fer métal.

Ces modifications classent le site sous le statut Seveso seuil haut. Suite à une modification de la nomenclature des ICPE engendrée par la parution de la directive Seveso III, le site bascule sous le statut de Seveso seuil bas suivant l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mars 2016. Les installations relèvent également de la directive « IED » au regard des rubriques 3250 et 3550.

En 2018, le site développe deux nouvelles lignes d'hydrométallurgie permettant :

- sur la ligne Hydro1, de régénérer les bains usés de fluxage, bains de préparation dans lesquels sont plongées des pièces en acier avant l'opération de galvanisation. Ces bains proviennent de sites industriels spécialisés dans la galvanisation à chaud au trempé ;
- sur la ligne Hydro2, d'extraire du cobalt, du nickel et du manganèse pur à 95 % à partir de la fraction pulvérulente (dite « masse active ») issue des opérations de broyage/tamassage des piles /batteries au Li-ion.

Ces nouvelles activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2020.

Il convient de noter que l'activité de thermolyse, prévue dans le dossier de demande d'autorisation de 2012 et reprise dans l'arrêté préfectoral du 28 mai 2015, n'a pas été mise en place.

Dans le cadre de cette inspection, seules les activités exercées au niveau de l'unité hydrométallurgie ont été inspectées.

Le thème de visite retenu est le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 9 novembre 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative : rubrique 4510	AP de Mise en Demeure du 09/11/2021, article 1	/	Sans objet
Bâtiment hydrométallurgie	AP de Mise en Demeure du 09/11/2021, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités exercées au sein de l'unité d'hydrométallurgie sont en phase de transition en termes d'organisation des différents stockages de produits chimiques. Ces stockages, autorisés initialement à l'intérieur du bâtiment hydrométallurgie, sont désormais affectés sur une nouvelle aire extérieure sous rétention, à l'abri des intempéries. Un porter à connaissance a été déposé en ce sens par l'exploitant et fera l'objet de prescriptions complémentaires visant à réglementer l'organisation et les quantités maximales autorisées sur l'aire extérieure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative : rubrique 4510

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/11/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative : rubrique 4510
Prescription contrôlée : Quantité maximale de flux usagés/régénérés (contenant du ZnCl) : 100 tonnes
Constats : Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 9 novembre 2021 sont respectées. Les quantités présentes respectent les quantités maximales autorisées.
Observations : Cette prescription étant désormais respectée, un projet d'arrêté préfectoral portant levée de la mise en demeure est joint au présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bâtiment hydrométallurgie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/11/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiment hydrométallurgie
<p>Prescription contrôlée : L'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-22-01 du 28 mai 2015 susvisé qui indique notamment :</p> <p>« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur. » ;</p> <p>L'étude de dangers datée de novembre 2018 relative à l'unité d'hydrométallurgie qui indique notamment :</p> <p>« Stockages intérieurs : Le bâtiment d'hydrométallurgie abrite le stockage des matières premières de la Ligne Hydro2 en big-bags (masse active) et en sacs (oxone) ; des produits finis en containers (flux de galvanisation) et big-bags (boues de fer, oxydes de cobalt, manganèse, nickel) et des matières premières liquides (ammoniaque, peroxyde d'hydrogène, acide nitrique, soude) et solides (chlorure d'ammonium, chlorure de zinc).</p> <p>L'ensemble du bâtiment est en rétention formée par un sol béton étanche résistant aux attaques acides et un point bas en caniveau »</p>
<p>Constats : Il a été constaté la modification de la zone de dépotage/empotage extérieure attenante à l'unité d'hydrométallurgie en aire d'entreposage couverte, dotée d'une capacité de rétention suffisamment dimensionnée pour permettre le stockage de déchets liquides (acide de dézingage et bains de fluxage en attente de traitement), de produits régénérés (chlorure de zinc) et de réactifs (peroxyde d'hydrogène, acide sulfurique, acide chlorhydrique, etc.).</p> <p>Les stockages de réactifs pouvant réagir les déchets liquides ou les produits régénérés sont entreposés sur des rétentions individuelles spécifiques afin d'éviter les mélanges incompatibles.</p>
<p>Observations : En parallèle, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courriel en date du 21 juillet 2022, un porter à connaissance relatif aux modifications apportées à la zone de dépotage.</p> <p>Ce porter à connaissance décrit l'organisation des stockages au niveau de la nouvelle aire d'entreposage couverte. L'examen de ce PAC n'appelle pas de remarques particulières mais de nouvelles prescriptions techniques visant à réglementer ces stockages seront proposées ultérieurement par arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet